

Annales historiques de la Révolution française

Mathiez à Montauban Daniel Ligou

Citer ce document : Ligou Daniel. Mathiez à Montauban .

In: Annales historiques de la Révolution française, n°227, 1977. pp. 32-42;

Le lycée Ingres, en 1869, avait remplacé le «vieux collège» créé à la fin du XVIe siècle dans le cadre du mouvement scolaire qui suivit la Réforme ; il fonctionna comme collège protestant jusqu'en 1629, fut « mi-parti » jusqu'en 1660, puis confié aux Jésuites qui le conservèrent jusqu'en 1764. A la dissolution de la Compagnie, il devint municipal. Il disparut en mars-mai 1793, lorsque le représentant Jeanbon Saint-André (pourtant un ancien élève !) requit les locaux pour les transformer en fonderie de canons.

N'étant pas chef-lieu de département, Montauban étant alors dans le Lot, la ville n'obtint pas d'«école centrale » lors de la loi du 3 brumaire an IV, ni, bien entendu, de lycée, lors de la réorganisation consulaire et impériale. En 1811, sous l'égide de la municipalité, un certain nombre d'institutions et pensionnats fusionnèrent pour créer un «collège communal » qui, en janvier, fut organisé «sur le pied des lycées de 3e classe ». En 1843, fut annexée une section moderne. Conçu primitivement, aux termes du décret impérial de 1808, comme ne devant inculquer que les «éléments des langues anciennes et les premiers principes de l'Histoire et des Sciences », le collège avait, en fait, fonctionné dès 1811 comme un établissement d'enseignement secondaire complet.

C'est au maire Prax-Paris, député officiel en 1869, puis opposant sous la IIIe République et qui ne devait perdre son siège qu'en 1902, et à Victor Duruy que l'on doit la transformation, en 1869, du collège en lycée et son transfert des vieux bâtiments dit de l'Ancien Collège, rue des Lixes, dans les nouvelles constructions, rue du Balat Biel. Le vieil immeuble devint Collège de Filles et le resta jusqu'en 1877, date à laquelle fut installé rue Lacapelle, le Lycée de Jeunes Filles de Montauban, Lycée Michelet, puis Cours Complémentaire jusqu'aux années 1950. En signe de joyeux avènement, à la rentrée de 1869, le nouveau «Lycée Impérial» reçut trois agrégés, MM. Rabier (philosophie), Bailleaud (mathématiques) et Couat (rétorique).

Bien que de création récente, le Lycée de Montauban, devenu plus tard Lycée Ingres, jouissait d'une bonne réputation, et la méritait. Comme à Nîmes, et André Chamson aimait à le rappeler, une minorité protestante bourgeoise et cultivée exigeait pour ses enfants des études sérieuses ; après 1875, le gouvernement de la République tint à la lui assurer. Avant 1900, Gabriel

Monod, Sayous, Fortunat Strowski, Lévy-Schneider avaient débuté rue du Balat Biel. Ce furent par la suite, pour ne citer que les plus récents, les regrettés Robert Hubac, Gaétan Picon, puis Pierre Albouy, Jean Sentou, Norbert Sgard, François Thiriet. Pour Mathiez, le Lycée Ingres était donc un excellent poste de début.

Le Montauban de 1900 ne différait guère de la ville que nous avons connue avant la seconde guerre mondiale. L'industrie textile y jette ses derniers feux, mais est irrémédiablement en déclin. Rien ne la relaie encore. Le chef-lieu est ville de fonctionnaires, petits ou grands, de commerçants, petits boutiquiers plus que négociants, de militaires puisque la garnison a compté jusqu'à quatre régiments avant 1914, enfin de retraités profitant à la fois de la douceur du climat aquitain et du bas prix de la vie. Une cité somnolente, sauf le samedi, jour de marché où les rues sont prises d'assaut par les paysans des cantons voisins.

Ville assoupie, Montauban n'en est pas moins une ville. C'est-à-dire un lieu d'échanges, échange de marchandises, mais aussi d'idées. Les luttes politiques y sont rudes, et si les idées républicaines ont fini par triompher grâce à l'opportunisme à peine relayé vers 1900 par un radicalisme assez modéré, la droite mal ralliée y conserve encore de fortes positions.

Depuis la IIIe République, la mairie était entre les mains de républicains modérés. Les divisions de la gauche avaient de 1892 à 1896 amené la victoire d'une liste conservatrice conduite par M. Delbreil, qui prétendait descendre des comtes de Toulouse, monarchiste et clérical, sénateur de 1876 à 1883, inamovible conseiller général de Montauban-Est. En 1896, la lutte avait été chaude. Au premier tour, la liste Delbreil était arrivée en tête et avait eu 10 élus. Au deuxième tour, modérés et radicaux s'unirent et enlevèrent difficilement les 17 sièges restants. Alfred Marty, filateur, place Villebourbon, protestant et modéré, devint maire, assisté d'un autre modéré, l'industriel J.-P. Souleil, premier adjoint, et d'un radical Charles Caperan, qui devait être député de 1902 à 1910, puis maire de 1919 à 1935, deuxième adjoint. Les républicains avaient senti passer une fois encore le vent de la défaite.

Au conseil général du département, le Dr Foissac, républicain, représentait le canton Ouest tôt conquis à la République, tandis que subsiste Delbreil, encore déjà à l'heure citée, représentait le canton Est. Cette dichotomie subsiste encore à l'heure actuelle.

Quant au député, c'était l'indéracinable Prax Paris, élu par des voix rurales, puisque régulièrement battu, de quelques centaines de voix, dans la ville même. Ce n'est qu'en 1902, que Charles Caperan enleva le siège avec une seule voix d'avance dans la circonscription, mais 1.855 dans la ville même, siège que

les républicains devaient perdre en 1910 au profit de Bories, puis du Dr Constans, et ne récupérer qu'en 1928. Au contraire, avec Chabrié et Lasserre, les deux autres circonscriptions de Moissac et de Castelsarrasin étaient franchement acquises au régime républicain. Depuis 1883, les sénateurs du département avaient la même orientation.

Si la vie politique était ardente, la vie intellectuelle et sociale l'était également. Sur le plan intellectuel, la ville était dominée par la Faculté de Théologie protestante de tendance « orthodoxe », dont les personnalités dominantes étaient l'hébraïsant doyen Bruston, le dogmaticien Charles Bois, qui avait rédigé la Déclaration de Foi du Synode national de 1872, et surtout l'historien Emile Doumergue dont les travaux sur Calvin font encore autorité. L'Académie de Montauban, créée en 1744 par Lefranc de Pompignan, poursuivait ses paisibles travaux sous les directions successives du chanoine Soulié (1896-1897 et 1900-1901) et d'Henri de Mila de Cabarieu (1897-1900). Elle choisissait ses 40 membres « parmi les personnes que distinguent leurs œuvres, leur culture générale ou leur notoriété », en fait en essayant d'établir un difficile équilibre politique et confessionnel, et publiait bon an mal an son *Recueil*. La Société archéologique, sous la férule de l'érudit chanoine Pottier qui la présida quelque trente ans, ne manquait pas de ces solides qualités qui ont fait, et continuent à faire le sérieux des sociétés savantes de province.

Quatre journaux toulousains avaient une correspondance à Montauban. La radicale *Dépêche* supplantait l'opportuniste *Républicain*, tandis que le *Ralliement* et le monarchiste *Télégramme* se disputaient la clientèle de droite. La presse purement montalbanaise se bornait à deux ou trois éphémères hebdomadaires sans portée. Neuf cercles, dont le plus récent était le « Cercle radical socialiste », rue d'Elie, cinq sociétés musicales, dont la plus active était la « Sainte Cécile » qui n'a disparu qu'après la seconde guerre mondiale, se disputaient une importante clientèle. Le sport n'était représenté que par le Véloce Club et l'Aviron montalbanais. En 1902 seulement, le rugby, introduit par des étudiants écossais et néo-zélandais de la Faculté de Théologie, devait faire ses débuts au Champ de manœuvre, avant que l'Union sportive montalbanaise, au maillot alors vert et blanc, ne descende, en 1906, dans la légendaire cuvette de Sapiac.

La loge maçonnique, « La Parfaite Union », qui n'avait pas encore à sa tête cette grande personnalité politique que fut Irénée Bonnafous, arrivé seulement en 1906, regroupait une élite bourgeoise et républicaine. Elle avait créé, 31 rue Bessière, une « Société d'instruction et Bibliothèque populaire » qui subsiste encore. Le Musée de peinture, qui ne s'appelait pas encore Musée Ingres, était

dirigé par un peintre local, Achille Bouis, et le Musée d'histoire naturelle par Albert Brun, savant minéralogiste. La bibliothèque, avec un fonds ancien très riche, hérité notamment des Jésuites, et les Archives de la ville, encore mal classées, étaient confiées à M. Monziès, archiviste-bibliothécaire, et à M. Delbouscas, sous-bibliothécaire, plus dévoués semble-t-il que compétents, mais dont Lévy-Schneider n'eut qu'à se féliciter. Quant aux Archives départementales, elles avaient eu à leur tête, depuis 1862, une série de chartistes remarquablement travailleurs et érudits, parmi lesquels Dumas de Raully (1879-1897) qui publia l'inventaire d'une partie de la série C, Maisonnobe (1897-1901), médiéviste, qui publia l'inventaire du fond d'Armagnac avec une introduction de Ch. Samaran et qui était donc en fonctions lorsque Mathiez vint à Montauban ; puis en 1902, M. Gandilhon

Le milieu intellectuel de cette ville de 25 000 habitants était donc nettement supérieur à la moyenne.

Revenons au Lycée. Lorsque Mathiez y arriva, à l'automne de 1898, l'Inspection académique était entre les mains de M. Athanée qui a laissé le souvenir d'un administrateur actif, passionné dans la défense de la politique laïque du radicalisme, s'intéressant à la fois aux problèmes pédagogiques et historiques — il a publié des textes d'histoire locale à l'usage des instituteurs. Au lycée, les personnalités dominantes étaient le professeur de mathématiques Lehr, conseiller municipal, qui devait rester trente ans au lycée ; l'agrégé de philosophie Gabriel Cazals, qui présida l'Académie en 1908-1909 ; son collègue Emmanuel Aurejac, lui aussi académicien ; Castex, agrégé de grammaire ; surtout Chemin — le romancier Moselly — agrégé de rhétorique. A côté, Cucarat, professeur d'enseignement moderne, lui aussi conseiller municipal, et le terrible répétiteur Cramaussel, dont le souvenir restait encore très vivant dans les années 1930. Izoulet présidait l'Association des Anciens Elèves, plus active qu'aujourd'hui.

Nous avons eu l'occasion de parler d'Albert Mathiez avec quelques-uns de ses anciens élèves, aujourd'hui disparus, et ce, dans les années 1940, notamment avec M. Du Prat de Lestang, alors bibliothécaire-adjoint de la ville. M. Du Prat se rappelait fort bien Mathiez qu'il avait eu comme professeur, lorsqu'il était élève de « rhétorique ». Il en gardait le souvenir d'un professeur d'une grande sévérité. C'était, disait-il, un « pet-sec ». Physiquement, il était, en somme, assez peu différent du portrait que nous eûmes l'occasion de lui montrer et que publièrent les *Annales historiques de la Révolution française* au moment de sa mort. Il avait laissé l'impression d'un homme petit, trapu. Il ne semble pas que l'attention de ses élèves se soient plus particulièrement portée sur son œil absent, caché par des lunettes. Il avait aux oreilles méridionales peu habituées

aux nuances, l'accent « pointu », ce qui n'étonnait nullement les potaches, habitués à voir débarquer, depuis Paris, de frais émoulus de l'agrégation.

Pédagogiquement, Mathiez semble avoir frappé ses élèves. « Il était très fort, peut-être trop fort pour nous », m'a dit M. Du Prat. Mathiez commençait ses cours par une interrogation mitrailleuse, assez brutale, mais qui empêchait les élèves de s'endormir. Il avait une mémoire parfaite de ceux-ci, les connaissait tous au bout de trois ou quatre leçons. Après l'interrogation, c'était le cours sur lequel les élèves devaient prendre des notes que le professeur contrôlait strictement. Il semble que Mathiez rédigeait intégralement son texte, sans doute sur ses fameux cahiers d'écoliers dont les « Sorbonnards » de 1930 gardent un souvenir ému. Il s'interrompait souvent pour se livrer à des digressions, parfois, mais rarement, d'ordre politique. Les élèves l'avaient catalogué comme « radical », ce qui, somme toute, n'était pas mal vu à Montauban.

Mathiez ne semble pas avoir eu de contact montalbanais, ni avec ses élèves (il ne semble pas avoir suscité de vocation historique particulière), ni avec «l'établissement» local. Il n'appartint à aucune des sociétés de la ville. Le directeur des Services d'Archives de Tarn-et-Garonne, notre ami M. Méras, nous signale notamment qu'il ne figure pas sur la liste des membres de la Société archéologique. Nous ignorons s'il a fréquenté le Cercle radical et par ailleurs nous savons qu'il n'était pas maçon. Quant aux Archives départementales, «le fichier des communications sur place n'existant pas pour les années 1898-1899, je n'ai malheureusement pas pu vérifier si M. Mathiez a fréquenté les Archives de Tarn-et-Garonne », nous a écrit M. Méras. Qu'il les ait fréquentées, le témoignage de F. Galabert, d'origine montalbanaise, qui de longues années fut archiviste de la ville de Toulouse, est là pour le prouver. Sur quoi a-t-il travaillé, nous sommes incapables de le dire.

Pas plus que nous ne savons quoi que ce soit sur la « vie quotidienne » de Mathiez à Montauban. Nous n'avons même pas pu trouver son adresse personnelle qui ne figure pas dans les archives du lycée. Probablement a-t-il dû, comme d'autres jeunes professeurs célibataires, louer une chambre en ville et prendre ses repas dans un restaurant d'habitues.

Nous saisissons mieux Albert Mathiez montalbanais par deux éléments : les répercussions montalbanaises de l'affaire Dreyfus, son discours de distribution de prix.

M. le doyen Godechot et J. la Frigulietti ont raconté la première et nous nous contenterons de la résumer. A suite de l'attentat du 4 juin 1899 contre le président Loubet, Mathiez prit l'initiative d'un message de soutien au président

(ce qui laisse penser, par parenthèse, que Mathiez était à ce moment là plus proche des « blocards » radicaux et socialistes jauressiens que des guesdistes). Castex, agrégé de grammaire et professeur du Seconde, ayant refusé de le signer, Mathiez le prit violemment à parti dans un article de *La Dépêche*. Le recteur Claude Perroud, l'historien de Madame Rolland et l'ami de Jaurès, n'était certes pas suspect d'hostilité au Bloc ; mais, pour calmer les esprits, il réclama et obtint du ministre le déplacement d'office des trois protagonistes de l'affaire : Castex fut nommé à Tarbes, Chemin-Moselly à Orléans, Mathiez à Rochefort. On ne toucha pas à Lehr, peut-être à cause de ses fonctions municipales. Cette décision maintenait cependant Mathiez au lycée jusqu'aux vacances scolaires fixées traditionnellement au 31 juillet. Le plus jeune dans le grade le plus élevé, il lui appartenait de prononcer le discours traditionnel de distribution des prix, discours imprimé dans l'impressionnante série de palmarès conservée dans les archives du lycée — il en existe un autre exemplaire à la Bibliothèque municipale de Montauban que nous avons trouvé vers 1950, mais que nous n'avons pu récupérer en 1974 ! — et qui paraît avoir échappé jusqu'à présent aux investigations des biographes de Mathiez. (Nous publions ce texte in-extenso à la fin de cette communication). Il serait intéressant de dégager quelques lignes directrices de l'« idéologie » de Mathiez en ce milieu de l'année 1899, au moment où commence le « grand ministère » de Waldeck. Le discours est « blocard », dichotomique : il y a les « bons », les républicains de l'an II, les insurgés de 1830 ou de 1848, les savants et les maîtres de la tradition démocratique, Michelet et Hugo ; et les mauvais, ceux de Coblenz, les adversaires de la IIIe République et notamment Barrés dont le nom n'est pas cité, mais dont la pensée est là, plus ou moins caricaturée. Un ardent patriotisme s'exprime tant dans le souvenir de la « Grande Nation », que dans l'évocation des « provinces perdues », faite à mi-mot. Toutes choses qui laissent présager quelle sera l'attitude de Mathiez après la déclaration de guerre de 1914 : un jacobinisme intransigeant, finalement pas tellement éloigné, pour un instant du moins, de celui de son « cothurne » de l'Ecole normale, Charles Péguy. Le recteur Perroud avait raison de parler « de l'exaltation de l'ardeur républicaine » de Mathiez : républicain, il l'était, à la façon des « grands ancêtres » Mais dans ce discours ne figure aucune trace de socialisme qu'il avait pourtant bien connu lors de son passage à l'Ecole normale aux côtés de Péguy (toujours lui, mais nous le connaissons bien par J. Isaac) Georges Weulersse et Hubert Bourgin, et que son admiration pour Jaurès devait lui faire retrouver quelques années plus tard. C'est d'ailleurs peut-être au *Discours à la Jeunesse*, prononcé à Albi en 1911, dans des circonstances analogues, que fait penser le discours de Mathiez. On y trouve la même évocation de ceux l'an II et la même invitation à suivre leur exemple. Peut-être

Mathiez, à l'aube du Bloc, est-il plus optimiste que Jaurès, en tous cas que le Jaurès qui parla sur la tombe de Francis de Pressenssé, quelques mois avant le déclenchement de la première guerre mondiale.

Le 1er août 1899, Mathiez quitta donc Montauban. Il ne semble jamais y être revenu et n'avoir jamais entretenu de correspondance, ni avec ses collègues, ni avec ses élèves, ni avec les érudits locaux. On sait qu'il ne resta que quelques mois à Rochefort et qu'à la fin de la même année 1899, il fut admis à la fondation Thiers, en remplacement de P. Mantoux, démissionnaire. Il devait y demeurer deux ans, avant de partir à Rochefort puis à Caen.

Montauban n'a donc été qu'un épisode sans grande importance dans la vie de Mathiez. Une preuve supplémentaire est fournie par le très petit rôle joué par Montauban, tant dans l'œuvre de l'historien que dans la substance des revues historiques auxquelles il a collaboré ou que, par la suite, il a dirigé. N'oublions pas cependant qu'entre la thèse de Lévy-Schneider, élève d'Aulard, soutenue en 1901 sous la présidence du même Aulard, qui portait sur Jeanbon Saint-André, et les deux articles de François Galabert sur le club jacobin de Montauban publiés en 1900 et 1908 par la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine* d'un côté, de l'autre notre thèse soutenue en 1956, publiée en 1958, la cité d'Ingres n'a fait l'objet, pour cette période, d'aucune recherche d'ordre universitaire et que les quelques articles du chanoine Daux et de l'abbé Galabert n'ont guère dépassé, et ne méritaient guère de dépasser, une réputation locale, tandis que l'érudite chanoine Sol, auteur de quatre volumes bien documentés, mais trop anecdotiques, sur *La Révolution en Quercy*, avait une optique plus cadurcienne que montalbanaise.

Ce qui paraît tout de même assez extraordinaire, c'est qu'aucune des publications ultérieures de Mathiez, articles de revues ou livres, ne contient d'allusion, ni de référence aux deux riches fonds montalbanais des Archives départementales et des Archives municipales, déjà connus et exploités, au moins partiellement. Nous n'avons évidemment aucune raison de douter de la parole de M. Galabert qui affirma à M. le doyen Godechot avoir connu Mathiez aux Archives. Peut-être faut-il comprendre ici les Archives municipales de la ville, alors fusionnées avec la Bibliothèque — le dépôt par la ville au département de son fonds local ne s'étant effectué qu'en 1914 — et Mathiez travaillant surtout à la Bibliothèque pour faire des recherches bibliographiques sur le sujet de ses thèses déjà fixé par Aulard dès 1898, lors du séjour lyonnais. Peut-être Mathiez a-t-il pris des références archivistiques qu'il a ensuite égarées lors de ses multiples déménagements... En l'absence de registres des lecteurs, la question reste insoluble.

Voyons cela de plus près. En 1904, Mathiez soutint ses thèses sur Les origines des cultes révolutionnaires et Théophilanthropie et culte décadaire devant un jury présidé par Aulard. Dans la première, il est fait une fois (p.65) allusion à la thèse de Lévy-Schneider à propos d'un texte, non montalbanais, mais nîmois puisqu'il s'agit d'une communication faite par Rabaut Saint-Etienne à l'Académie de Nîmes. L'interprétation de ce texte amena d'ailleurs une polémique entre Mathiez et Lévy dans *La Révolution française* de 1905. Dans la grande thèse, Montauban est cité une fois (p.116, note 2), à propos du discours envoyé sous le Directoire à la Société des Sciences de cette ville par un obscur député des Cinq-Cents, rallié à la Théophilanthropie, le «modeste et vertueux» Rallier. Par la suite, dans les nombreux travaux que Mathiez, jusqu'en 1911, consacra à l'histoire religieuse de la Révolution, nous ne trouvons qu'une allusion très occasionnelle au rôle joué par Montauban. Cette ville est en effet citée, en compagnie d'Alès, Uzès et Toulouse, parmi les villes du Midi où éclatèrent des troubles religieux (*Rome et le Clergé français sous la Constituante*, 1911). Dans le tome I de sa synthèse, *La Révolution française* (1922), une page est consacrée au « massacre des patriotes » du 10 mai 1790 et le récit est dans l'ensemble exact. Mathiez connaissait donc bien — au moins par Lévy-Schneider — l'originalité de la situation religieuse montalbanaise, avec son protestantisme bourgeois ou paysan, puissant quoique minoritaire, et son catholicisme resté, au moins partiellement, au stade de la Contre-Réforme, données qui font de cette ville un observatoire de choix pour l'étude des problèmes religieux. Force est de constater qu'il n'a pas cherché à l'exploiter. C'est ainsi que lorsqu'il veut montrer l'absence d'impact de la Théophilanthropie sur le milieu protestant, c'est à Nîmes qu'il fait allusion, non à Montauban.

Il en va de même des principaux épisodes de la révolution montalbanaise qui eussent pu servir, par leur netteté ou par leur originalité, à illustrer l'histoire générale. C'est ainsi qu'à Montauban, comme en bien d'autres lieux, la levée des 300 000 hommes de mars 1793, a créé des troubles qui se soldèrent par une émeute et par une exécution capitale. Dans *La victoire en l'an II* (1916), comme dans le tome II de *La Révolution française* (1924), Mathiez les évoque, mais ne cite jamais Montauban à côté d'autres exemples (Vendée, Indre-et-Loire, Haute-Loire, Aveyron, Tarn, Haut et Bas-Rhin). En l'an II, Montauban, sous l'impulsion de Jeanbon Saint-André et du maire Periès Labarthe, orienta sa production de textiles et de cuirs, alors importante, vers la défense nationale, et la cité vit une mobilisation totale de ses ressources au service de la patrie en danger. Dans son discutable, mais toujours intéressant *Bourgeois et bras nus* de 1947, Daniel Guérin a intelligemment utilisé le tableau qu'a donné

Lévy-Schneider de ce « véritable état de siège », pour en tirer des conclusions qui ne nous paraissent pas évidentes. Or Mathiez, dans son livre sur *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur* (1927), n'y fait aucune allusion précise. Il se contente de mentionner occasionnellement des lettres des représentants Jeanbon, Lacoste, Baudot (tome I, pp.159 et 161, tome II, p.27, de l'édition de 1973), et de faire allusion (tome I, p.79) aux incendies de châteaux en Quercy et en Rouergue, qu'il attribue, à tort selon nous, à des difficultés inhérentes aux partages des communaux. A noter, cependant, ce texte bien instructif (tome I, p. 79) : « En classant de vieux papiers que j'avais achetés, il y a déjà longtemps, en 1899, lors de mon passage au lycée de Montauban, j'ai retrouvé le texte complet de la proclamation du 4 septembre (ordonnance du Comité exécutif provisoire du 4 septembre 1792, relatif aux subsistances) réimprimée au moment même par les soins de l'Administration départementale de la Haute-Garonne ». Notons simplement le mot « passage » qui semble bien correspondre à une réalité, et le fait que le seul document d'origine montalbanaise cité concerne Toulouse. A propos du même problème, Mathiez consacre au matériel, armes, munitions, habillement, trois brefs Chapitres de sa *Victoire en l'an II* déjà citée. Montauban n'y figure pas davantage.

On ne sera évidemment pas surpris de ne rien trouver dans l'ensemble des ouvrages consacrés à Danton et à Robespierre depuis *Le Club des Cordeliers* (1910) jusqu'à *Autour de Danton* (1929). Rien non plus dans *La Réaction Thermidorienne* (1929). Une seule citation dans *Le Directoire*, ouvrage posthume publié en 1934 par J. Godechot. A la page 94, Mathiez signale, sans donner de référence, à propos de la politique frumentaire de l'an sous IV que «Montauban voulut porter la livre de pain de 40 sous à 4 francs 10. Elle dut y renoncer devant les manifestations du peuple qui menaça de lyncher les officiers municipaux». Le fait est d'ailleurs exact et mentionné notamment par un érudit local, Victor Malrieu.

Si nous prenons maintenant les revues, nous constatons le même silence. Mathiez a collaboré jusqu'en 1908 à *La Révolution française* d'Aulard ; à cette date, il rompt avec son ancien maître en créant la Société des Etudes robespierristes et *les Annales Révolutionnaires*, à partir de 1924 *Annales historiques de la Révolution française*. Or, dans cet énorme ensemble qui s'étend jusqu'à la mort de Mathiez en 1932, il n'y a aucun article concernant Montauban qui porte sa signature. C'est Aulard qui, en 1901, a fait le compte rendu de la thèse de Lévy-Schneider sur Jeanbon Saint-André ; c'est Lévy-Schneider lui-même qui fait les comptes rendus des deux articles de François Galabert sur le club jacobin de Montauban (*La Révolution française*, 1901 et

1908). Plus tard, à l'époque des Annales, Mathiez confie à Montouchet le soin de rendre compte des ouvrages du chanoine Sol.

On ne peut donc pas dire qu'il y ait eu, entre la cité d'Ingres et Albert Mathiez, beaucoup d'atomes crochus. Montauban lui rappelait-il de mauvais souvenirs, ceux de ses difficultés administratives avec le recteur Perroud ? Peut-être considérait-il cette ville comme la chasse gardée de Lévy-Schneider et de François Galabert ? Peut-être était-il gêné par la nécessité de citer, à chaque conjoncture montalbanaise, Lévy-Schneider demeuré fidèle à Aulard et avec qui il avait polémique en 1904-1905 ? Aucune de ces hypothèses n'est à exclure.

Il n'en demeure pas moins que cet «état néant», pour parler en langage administratif, est gênant pour celui qui voudrait — comme l'auteur de ces lignes a essayé de le faire — concilier une double fidélité...

Daniel LIGOU.